



Le Canada en 2020

Politique identitaire et sécurité
Scénarios d'avenir

Rapport final de l'équipe de projet du séminaire Capstone
Université d'Ottawa
9 avril, 2009

Le présent rapport fournit les résultats du séminaire d'intégration Politique identitaire, renseignement et sécurité au Canada, offert par l'Université d'Ottawa en 2008-09. Les séminaires d'intégration visent à exposer des étudiants à de grands enjeux actuels et sont élaborés conjointement par un membre de la faculté et un expert non universitaire, qui en animent les séances. Le séminaire qui fait l'objet du présent rapport représente ainsi une collaboration étroite entre l'Université et la collectivité de la sécurité et du renseignement du Canada. Révisé par les superviseurs, son contenu est le fruit des efforts des étudiants et représente le point de vue d'aucune des organisations associées au séminaire. Ne s'agissant pas d'un document d'analyse, il se veut un élément déclencheur de discussion ultérieures.

Publié en août 2009

Rapport final de l'équipe de projet Canada 2020. Le présent rapport a été rédigé dans le cadre du séminaire d'intégration (API 6799 : Politique identitaire, renseignement et sécurité au Canada) de l'École supérieure d'affaires publiques et internationales (ESAPI) de l'Université d'Ottawa.

Le Canada en 2020 / équipe de projet

Fadwa Benmbarek, Kristin Blais, Isabella Kavafian, Jonathan Leblanc, Sophia Muller, Graham Myres et Christina Nguyen.

Sous la supervision de :

Paul Robinson

Professeur titulaire
Université d'Ottawa

Jean-Louis Tiernan

Coordonnateur principal, Liaison-recherche
Service canadien du renseignement de sécurité

Table des matières

Introduction	1
Objectifs	1
Définitions et notes méthodologiques	2
Politique identitaire	2
Concept de sécurité	2
Notes méthodologiques	4
Thèmes et éléments moteurs de la politique identitaire et de la sécurité	5
Élaboration des scénarios : thèmes, axes et quadrants	6
Scénario 1 : L'Étranger	7
Évaluation des risques pour la sécurité	10
Scénario 2 : Sa Majesté des mouches	11
Évaluation des risques pour la sécurité	15
Scénario 3 : La révolte du Canada	17
Évaluation des risques pour la sécurité	22
Scénario 4 : Le Meilleur des mondes	23
Évaluation des risques pour la sécurité	26
Évaluation globale des risques pour la sécurité	28
Conclusion	31

Introduction

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, les gouvernements et les populations sont plus conscients de la nécessité de comprendre le contexte et les enjeux des menaces terroristes et des risques qu'ils font peser sur la sécurité nationale et internationale. Dans ce contexte, il est de plus en plus important de comprendre les motivations des personnes et des groupes qui participent à des activités qui peuvent avoir des répercussions sur la sécurité nationale. Les gouvernements et les universitaires examinent aujourd'hui un large éventail de facteurs sociaux, économiques, politiques et militaires afin de mieux comprendre leur rôle réel ou possible dans l'émergence de nouvelles menaces.

Par ailleurs, des universitaires et des membres du milieu du renseignement souhaitent approfondir leur compréhension de l'origine de nouvelles menaces pour la sécurité nationale et s'intéressent de plus en plus à l'analyse des types de milieux sociopolitiques susceptibles de favoriser l'émergence de ces menaces. C'est dans ce cadre que le projet *Canada 2020* a vu le jour. Il vise deux objectifs parallèles. Dans un premier temps, les scénarios proposés tentent de répondre à un impératif de compréhension des conséquences de la politique identitaire qui découle de la société multiculturelle canadienne et la façonne et, dans un deuxième temps, il faudrait éviter les « surprises stratégiques » comme le 11 septembre 2001. Les services de renseignement et les analystes du renseignement en particulier sont tout à fait conscients des conséquences des échecs du renseignement à cet égard. Il s'avère dès lors nécessaire d'examiner plus à fond les effets de la politique identitaire afin de prévoir l'évolution de la menace terroriste et des autres risques pour la sécurité nationale. Il importe en outre de comprendre comment les changements socioéconomiques et l'évaluation du milieu politique peuvent influer sur ces menaces et comment ces changements peuvent inspirer de nouvelles manifestations, peut-être violentes, de l'identité politique au Canada et à l'étranger.

Objectifs

Le projet *Canada 2020* imagine ce que pourrait être le Canada en 2020 à l'aide de quatre scénarios inédits et plausibles.

Les scénarios ont été élaborés avant tout pour servir de point de départ à une analyse des menaces possibles pour la sécurité nationale et amorcer une discussion sur les effets de la politique identitaire dans chaque situation.

En adaptant cette approche, l'équipe a voulu vérifier ses hypothèses sur la politique identitaire et fournir un cadre d'analyse de la politique identitaire tout en prenant en compte un éventail de nouvelles menaces pour la sécurité nationale du Canada.

Définitions et notes méthodologiques

Politique identitaire

Le concept d'« identité » est à la fois clair et énigmatique. Peu de concepts jouent un rôle aussi fondamental dans l'expérience de vie que celui de la compréhension de l'identité individuelle. Toutefois, lorsque l'on se penche sur l'« identité » sociale au sens large, celle-ci devient un phénomène collectif, national ou ethnique et le débat devient nécessairement plus complexe. C'est d'ailleurs ce qu'a observé James Fearon : « l'idée moderne d'« identité » est une construction sociale assez récente et plutôt complexe, en fait. Chacun sait comment bien employer le mot dans le discours de tous les jours, mais il s'avère plus difficile d'en donner une description succincte et satisfaisante qui prend en compte tout l'éventail de ses significations actuelles » (Fearon, James D., *What is Identity (As We Now Use the Word)?*, Stanford University, 1999, page 2).

Le projet *Canada 2020* met l'accent sur le bien-fondé de la politique identitaire par rapport à la sécurité. Dans ce contexte, l'équipe a décidé d'optimiser l'utilité des scénarios en les insérant, dans la mesure du possible, dans un débat sur l'importance des politiques identitaires pour la sécurité nationale. L'équipe a cru bon d'établir une définition « générale » de la politique identitaire, de manière à faire le lien entre les divers aspects du concept d'identité utilisés dans les scénarios. Elle en est arrivée à un consensus sur la définition suivante, qui se veut un regroupement de perspectives différentes sur ce qui est sémantiquement sous-entendu dans la politique identitaire :

« **Politique identitaire** : Examen de la politique identitaire à l'échelle locale, nationale ou internationale caractérisé par une attention particulière à l'importance de la politisation des citoyens et des collectivités à partir soit de critères raciaux, ethniques, religieux ou idéologiques, soit de caractéristiques nationales et d'une apparente communauté d'intérêts au sein du groupe. »

Concept de sécurité

Le concept de sécurité peut être défini de plusieurs manières. La sécurité peut être considérée dans le sens traditionnel du terme, lorsqu'elle est associée à la protection contre les menaces pour les populations, les États ou d'autres intérêts. Les menaces peuvent être fondées sur autre chose qu'une vision militaire des choses. Dans l'approche générale, des aspects comme la « sécurité des personnes », « la sécurité alimentaire » et « la sécurité économique » sont mis de l'avant. Or, il s'agit de menaces liées à la réglementation sociale et économique qui ont des effets sur la qualité de vie, que la société doit gérer.

Aux fins du rapport, l'équipe a décidé d'éviter d'employer une approche générale de la sécurité. Elle a choisi d'utiliser une définition plus traditionnelle, plus manichéenne. Selon l'équipe, une définition plus traditionnelle peut fournir des indicateurs plus clairs. Cette définition pourrait donc être plus utile dans l'évaluation des scénarios qui sont présentés dans le présent document.

Alors qu'il y a une reconnaissance que certaines conceptions et aspects de la « sécurité » et des « menaces » ont évolué au fil du temps – et continueraient sans doute d'évoluer – l'équipe a jugé bon d'utiliser un vocabulaire contemporain des menaces pour la sécurité nationale du Canada pour rendre les scénarios plus accessibles et plus utiles. Elle a en outre estimé que l'analyse des scénarios de l'avenir, fondée sur les conceptions contemporaines de la sécurité, pourrait aussi fournir une base de discussion pour répondre à la question suivante : « Les menaces d'aujourd'hui seront-elles les mêmes que celles qui pèsent sur le Canada dans l'avenir ? »

Le projet s'appuie sur une méthode courante d'analyse de la sécurité, qui définit la sécurité comme un phénomène lié à une variété de menaces traditionnelles. Pour mieux adapter l'exercice d'élaboration de scénarios au contexte canadien, l'équipe a utilisé les outils de référence de cette méthode, plus particulièrement l'article 2 de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*, comme point de départ pour définir les « menaces pour la sécurité du Canada ».

Certains autres éléments ont été ajoutés pour des raisons d'exhaustivité. Les critères d'évaluation des risques pour la sécurité de cette méthode d'analyse seront appliqués à chaque scénario du projet *Canada 2020*. Une comparaison de l'évaluation des risques des quatre scénarios est intégrée à la fin, dans la conclusion.

Critères d'évaluation des risques pour la sécurité

- 1.** La défense nationale du Canada et son intégrité territoriale. D'autres menaces pour la paix, l'ordre et la bonne gouvernance au Canada, y compris la gestion de la violence, des troubles civils (que le gouvernement peut raisonnablement s'attendre à pouvoir atténuer).
- 2.** Les activités influencées par l'étranger qui sont préjudiciables aux intérêts des Canadiens et qui minent la légitimité des institutions démocratiques canadiennes.
- 3.** Les activités terroristes visant le Canada, les Canadiens et les intérêts canadiens.
- 4.** La prolifération des armes de destruction massive et l'utilisation de celles-ci contre le Canada, ses ressortissants, ses intérêts ou ses alliés.
- 5.** L'espionnage ou la subversion au Canada et la capacité de celui-ci de protéger ses intérêts.

6. La compétitivité économique du Canada et les menaces pour le bien-être des Canadiens.
7. D'autres menaces pour la paix, l'ordre et la bonne gouvernance au Canada, y compris la gestion de la violence, des troubles civils (que le gouvernement peut raisonnablement s'attendre à pouvoir atténuer).

Il convient de souligner que les scénarios retenus dans le cadre de ce projet ont été choisis pour maximiser la pertinence de la sécurité dans le présent exercice. Une série de scénarios possibles a été examinée, mais seuls ceux qui ont permis de tirer des conclusions utiles dans le contexte de la sécurité nationale ont été retenus. En conséquence, les scénarios présentés dans le présent rapport insistent délibérément sur des hypothèses particulièrement négatives.

Notes méthodologiques

L'équipe du projet *Canada 2020* a principalement utilisé la méthode de « l'élaboration de scénarios par quadrant », ce qui permet d'obtenir des résultats diversifiés. Les quatre scénarios les plus probants, qui ont révélé les interactions les plus intéressantes entre les axes, les éléments moteurs et les thèmes ont été sélectionnés aux fins du projet *Canada 2020*.

Tout au long des discussions sur les forces motrices, les thèmes et les axes dans le cadre du processus de construction de scénarios, l'équipe a utilisé de nombreuses méthodes couramment appliquées dans l'analyse du renseignement. Les interrogations initiales et l'élaboration des scénarios ont reposé sur les techniques d'analyse comme la vérification des principales hypothèses, l'analyse essentielle et l'analyse de jalons pour vérifier si le flux d'idées, les hypothèses et les conclusions étaient exacts et raisonnables, notamment du point de vue du lecteur.

Afin d'obtenir un degré d'analyse plus solide, l'équipe a également utilisé des contre-techniques d'analyse (avocat du diable, opposition (*Red Team*) et équipe A/équipe B). Les éléments de base de chacun des scénarios ont été définis par l'ensemble de l'équipe, puis raffinés par des sous-groupes de travail. Une fois tous les scénarios terminés, ils ont été tous soumis à la contre-analyse par différents membres de l'équipe. L'objectif de l'utilisation d'une telle méthode était de remettre en question les hypothèses et les conclusions de chaque scénario et de vérifier le réalisme, la plausibilité et le caractère raisonnable des conclusions de chacun d'entre eux.

Thèmes et éléments moteurs de la politique identitaire et de la sécurité

Comme il est précisé dans la partie précédente, l'équipe du projet *Canada 2020* a élaboré les quatre scénarios en se basant, tout d'abord, sur une liste de thèmes et d'éléments moteurs. La constitution d'une telle liste d'enjeux et d'une telle série de questions sur l'avenir du Canada en lien avec notre compréhension de la politique identitaire a été la première étape vers l'élaboration des scénarios. Cette liste, qui devait être la plus générale possible, a été divisée en trois grandes catégories (international, national et régional) qui pouvaient avoir des conséquences importantes sur la politique sur la sécurité et la politique identitaire du Canada.

Cette liste d'enjeux et de problèmes touchant entre autres l'économie, les facteurs sociaux, l'éducation et la démographie a permis d'établir un certain nombre d'éléments moteurs propres à chacun des scénarios. Par souci de concision et pour s'en tenir aux éléments significatifs dans les discussions sur les scénarios, l'équipe a décidé de regrouper les nombreux éléments moteurs en six thèmes qui seront au cœur de la politique identitaire et de la sécurité nationale du Canada d'ici 2020.

Les six thèmes sont les suivants :

- Démographie
- Technologie
- Ressources
- Systèmes idéologiques
- Nouvelles économies
- Mondialisation

Certains de ces thèmes peuvent sembler simples et d'autres plus complexes. L'équipe a cependant choisi de ne pas les définir individuellement, mais de les traiter à partir d'une compréhension générale de chacun d'eux pour établir les axes et les constantes de chacun des quatre scénarios. Ainsi, le thème de la « démographie » peut être compris comme étant la répartition démographique, ethnique, nationale, etc., sans toutefois s'y limiter. Elle peut également inclure l'immigration et son importance, les politiques en cette matière, etc.

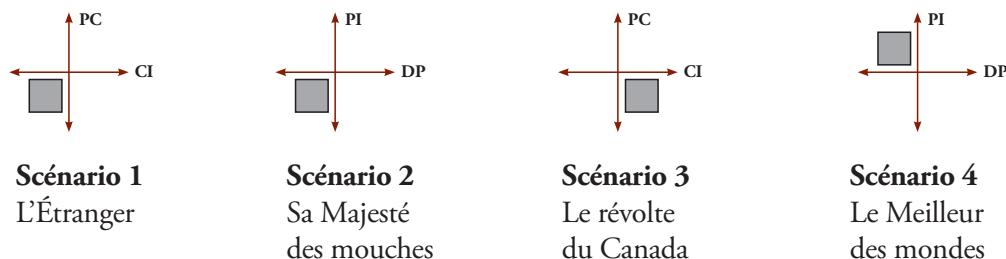
Élaboration des scénarios : thèmes, axes et quadrants

La sélection des éléments moteurs et des thèmes respecte les paramètres établis dans la définition de la politique identitaire et ceux du SAL, mais elle devait jouer un rôle de premier plan dans la définition des axes et des quadrants. De plus, comme on l'a expliqué précédemment, l'équipe a choisi des scénarios qui permettaient de décrire et d'étudier des enjeux de sécurité dans lesquels la politique identitaire jouait également un rôle important, même si elle est plus « explicite ». Bref, l'équipe s'est basée sur les six thèmes pour choisir les axes susceptibles d'être intéressants dans le cadre de ses scénarios.

Ces axes sont :

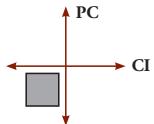
- Participation au sein des institutions canadiennes (« **PC** ») et confiance en celles-ci.
- Capacité d'innovation (notamment technologique et économique) (« **CI** »).
- Participation au sein des institutions internationales et confiance en celles-ci (« **PI** »).
- Disparités entre les différents groupes d'affinité et les différentes collectivités (« **DP** »).

À partir des quatre quadrants suivants, l'équipe a choisi les quatre scénarios les plus prometteurs pour étudier les questions touchant les enjeux de sécurité nationale et de politique identitaire. Chacun des scénarios a été nommé d'après une œuvre littéraire avec laquelle il avait des points communs.



Scénario 1 : l'étranger

Axes



Faible participation au sein des institutions canadiennes (« **PC** ») et faible confiance en celles-ci.

Faible capacité d'innovation (notamment technologique et économique) (« **CI** »).

Contexte

L'Étranger symbolise la diminution de la participation au sein des institutions canadiennes et de la confiance en celles-ci en raison de l'absence d'esprit d'innovation chez les Canadiens pour contrer la crise politique et économique actuelle. Ceci aura pour effet de fragmenter la société et d'ouvrir la voie à l'émergence du crime organisé. Nous avons choisi L'Étranger comme titre, car ce scénario rappelle le roman d'Albert Camus dans lequel les gens deviennent étrangers les uns aux autres.

Scénario

En réaction à la crise économique qui sévit depuis l'automne 2008, Washington a renforcé la politique de relance de l'économie américaine. Ainsi, les politiques protectionnistes comme celles qui ont été adoptées au début de 2009 pour aider le secteur de la sidérurgie se sont étendues à la majorité des produits et des services. Comme ces politiques américaines ont permis de redresser l'économie des États-Unis, plusieurs pays les ont imitées. Grâce aux nombreuses mesures protectionnistes de relance économique mises en place partout dans le monde, la situation économique mondiale s'est lentement améliorée. En effet, l'Union européenne et l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) se sont refermées sur elles-mêmes. Peu après, de nouvelles unions économiques régionales, notamment en Europe de l'Est, en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Amérique du Sud, ont vu le jour. La majorité de ces unions ont été formées avec un des pays montants du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) qui, depuis le début de la crise, jouent un rôle grandissant sur la scène internationale en raison de leur capacité d'innover.

Par contre, la situation a été tout autre au Canada. Comme les États-Unis sont économiquement indépendants, ils n'ont pas jugé nécessaire de conclure des alliances régionales. Par contre, comme l'économie canadienne est largement tributaire des exportations et du commerce avec les États-Unis, elle souffre des politiques protectionnistes qui ont permis de stabiliser la crise à l'échelle mondiale et de regagner la confiance de plusieurs investisseurs, mais entraînent le pays dans une spirale descendante. La faible

capacité d'innovation du Canada a limité le nombre de projets de relance économique, ce qui a eu pour effet de plonger encore plus le pays dans la tourmente et de l'isoler davantage. Malgré de ténus efforts de stimulation venus trop tard, le gouvernement canadien n'a pas réussi à redresser la situation et continue d'accumuler d'importantes dettes. La crise et la dette gouvernementale se répercutent sur une partie de plus en plus importante de la population : les Canadiens ne peuvent plus soutenir leur train de vie dépensier. Le gouvernement n'a pas eu le choix de resserrer les dépenses et de réduire les services que les Canadiens tenaient jusque-là pour acquis. En 2013, le gouvernement se voit dans l'obligation d'offrir un nombre réduit de services de piètre qualité. Comme la participation au sein des institutions gouvernementales et la confiance en celles-ci étaient déjà affaiblies, ces événements ont accentué le pessimisme face au gouvernement, pessimisme qui atteint maintenant un niveau inégalé.

La crise économique qui perdure au Canada, la fermeture de la frontière commerciale avec les États-Unis, la perte de tout avantage concurrentiel et l'absence d'innovation sur le marché international ont contraint plusieurs entreprises à fermer leurs portes et à réduire des milliers de Canadiens au chômage. De nombreux Canadiens ayant un haut degré de spécialisation et d'instruction ont donc émigré vers les régions du globe où l'économie est plus prospère. Non seulement le Canada ne peut-il endiguer l'exode des cerveaux, mais encore il n'arrive plus à attirer les immigrants qu'il courtisait tant autrefois. Ceux qui sont instruits et qui pourraient enrichir la société canadienne ne souhaitent plus venir y travailler. Ceux qui sont restés sont généralement les immigrants qui n'ont pas encore obtenu la citoyenneté canadienne qui leur permettra de se déplacer dans le monde et les Canadiens d'origine moins instruits.

À partir de 2012, les Canadiens se tournent vers les réseaux traditionnels, vers un modèle de la société où les relations personnelles au sein de groupes d'affinité prennent sur tout le reste. Comme les gens se tournent davantage vers leur famille, leurs amis et les membres de leur communauté religieuse et culturelle, la société canadienne est de plus en plus fragmentée. Les occasions d'emploi se font rares. C'est maintenant grâce aux « relations » qu'une personne trouve un emploi et obtient la plupart des services autrefois fournis par les divers ordres de gouvernement.

Étant donné que les Canadiens de naissance très qualifiés ont principalement émigré dans les pays plus prospères du golfe Persique et de l'Asie, il ne reste plus qu'une vaste majorité de Canadiens moins qualifiés et d'immigrants très qualifiés dont les compétences sont recherchées. Par conséquent, les ordres professionnels n'imposent plus de barrière à la reconnaissance de l'expérience et des études des immigrants. Certains se sont même dissous. Les rares postes qui restaient sont maintenant occupés par ces immigrants. Cette situation choque beaucoup de Canadiens de souche, surtout ceux d'origine britannique et française. L'hostilité entre les groupes ethniques est de plus en plus palpable et la lutte pour l'obtention de ces emplois spécialisés s'accentue.

En 2014, un technicien en informatique de London s'en prend à un ingénieur asiatique qui a obtenu un contrat à son détriment. Les mots « *Les emplois aux Canadiens* » ont été tracés sur le corps de la victime. Fier de sa revendication, le criminel affiche des images vidéo de son crime sur un site Web. Ce crime haineux fait monter la tension et la violence entre les groupes d'immigrés et les Canadiens de descendance européenne. La ségrégation entre ces groupes est désormais quasi complète, ce qui contribue à renforcer les liens à l'intérieur des groupes en vue d'obtenir des services.

Ces mouvements ségrégationnistes entraînent, en 2015, l'émergence de groupes criminalisés, organisés selon le groupe ethnique ou national, qui offrent les services autrefois assurés par l'État. Le mode opératoire de ces groupes est similaire à celui du Hamas et du Hezbollah. Ils ne fournissent des services sociaux qu'aux membres de leur groupe social, culturel, ethnique ou religieux. Ils s'engagent dans des causes en apparence charitables, mais ils demeurent des sous-acteurs étatiques illégitimes.

En 2017, ces groupes tiennent des éléments clés de la société canadienne. Les hôpitaux sont aux mains de la mafia d'Asie du Sud-Est, qui favorisent outrageusement les personnes d'origine asiatique au détriment des autres citoyens. Les mafias moyen-orientale et latino-américaine deviennent maîtres des ressources naturelles albertaines en prenant une participation financière importante dans le marché. Ils offrent au cartel des producteurs de pétrole moyen-oriental et sud-américain (OPEC), en échange de millions de dollars, de réduire la production et la distribution de pétrole canadien pour faire augmenter le prix du pétrole. Il n'y a plus d'allégeance au Canada, seulement aux intérêts communs des groupes d'affinité. Certains de ces groupes tentent même de se faire élire au parlement, mais en vain. La population est désillusionnée et plus personne ne croit à l'intervention du gouvernement pour redresser la situation.

Entre-temps, la population est toujours à la recherche de boucs émissaires à qui attribuer la responsabilité des problèmes économiques et du chômage croissant. La jeunesse canadienne nourrit de plus en plus de ressentiment à l'endroit des baby-boomers et des personnes âgées qui ont « gaspillé » les ressources naturelles et endetté le pays. Les fonds de retraite n'étant plus ce qu'ils ont été, les baby-boomers qui devraient normalement être à la retraite refusent de quitter leurs postes stables, laissant les jeunes Canadiens sans emploi. La tension entre les deux groupes monte. Deux groupes criminalisés, les *Young WASP* et les *FrancoJeunes*, s'allient pour duper les personnes âgées, les malades et les baby-boomers et les convaincre d'aller vivre dans des communautés de retraités éloignées. Ces communautés sont isolées et n'ont accès à aucun service. Les deux groupes criminalisés ont tenté de se débarrasser des personnes qu'ils considèrent comme des boulets pour la société et qu'ils accusent de nuire au développement du Canada.

La corruption des groupes criminalisés et la ghettoïsation des communautés sur une base ethnique et générationnelle n'ont pas amélioré la situation. Le Canada est entraîné dans un cercle vicieux qui le plonge encore plus profondément dans la crise. La situation influe de plus en plus sur les relations du Canada avec la communauté internationale. Les pays émergents du BRIC ont commencé, en 2018, à remettre en question le rôle du Canada dans plusieurs organisations de coopération internationales. En 2019, la Chine et le Brésil se sont alliés pour expulser le pays du G8 et y sont parvenus. Le Canada ne fait plus actuellement parti que du G20+. Il n'a plus d'influence au sein des grandes organisations internationales, et les représentants du gouvernement n'ont généralement plus aucune légitimité aux yeux des dirigeants étrangers, ce qui ne fait qu'accroître les problèmes économiques et sociaux du Canada.

Ainsi, une faible capacité d'innover et une faible confiance en les institutions canadiennes ont fait perdre au Canada toute légitimité aux yeux de sa population et du reste du monde.

Évaluation des risques pour la sécurité

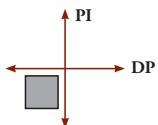
Les événements décrits dans ce scénario ont d'importantes conséquences sur la sécurité nationale du Canada. Les activités influencées par des intérêts étrangers au détriment des intérêts du Canada ont eu pour effet d'affaiblir la légitimité des institutions et de l'appareil étatique canadiens. Plus précisément, la mainmise des groupes criminalisés à la solde des pays membres du cartel de l'OPEC sur les ressources pétrolières canadiennes constitue un bon exemple de menace pour la sécurité nationale du Canada.

Plusieurs exemples de menace pour le bien-être économique et la compétitivité du Canada sont également illustrés dans ce scénario, dont la mainmise sur les ressources naturelles, le protectionnisme américain et l'influence grandissante des pays du BRIC, pour ne citer que ceux-ci.

Enfin, la menace pour l'ordre public, la paix sociale et le bon gouvernement ressort clairement dans ce scénario. La fragmentation de la société, l'émergence de la violence entre les groupes d'affinité (âge, religion, ethnie, nationalité, etc.) et la mainmise de groupes criminalisés sur des secteurs clés de la société et de l'économie canadiennes font peser une menace grave sur la sécurité nationale du Canada.

Scénario 2 : sa majesté des mouches

Axes



Faible participation au sein des institutions internationales et faible confiance en celles-ci (« **PI** »).

Faible disparité entre les différents groupes d'affinité et les différentes collectivités (« **DP** »).

Contexte

Ce scénario, comme le roman *Sa Majesté des mouches* de W. Golding (1956), illustre comment la diminution de la participation au sein des institutions internationales et la diminution de la disparité économique et du pouvoir incitent les États à s'affirmer et à défendre leurs propres intérêts de façon plus combative dans les sphères politique, économique et sociale.

Scénario

Le nombre, l'utilité, la raison d'être et l'efficacité des institutions internationales ont progressivement diminué. On assiste au retour du réalisme politique. Les États favorisent l'intérêt national dans un monde où l'ordre international et les règlements sont réduits. L'échec de l'Organisation des Nations Unies (ONU), qui n'a pas su relever les grands défis tels que les missions de paix et la protection de l'environnement, a contribué à l'érosion de la crédibilité du système international dans son ensemble. Les traités internationaux, dont l'ancien protocole de Kyoto, sont remplacés par des accords régionaux, bilatéraux et autres accords de circonstances.

De récents sondages montrent que même les Canadiens, qui ont toujours largement soutenu le multilatéralisme, croient maintenant que leurs intérêts et leurs valeurs sont mieux servis et mieux protégés par des mesures nationales ou régionales. Les pays ont réduit leur participation au sein de l'ONU, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international et s'emploient davantage à conclure des alliances et à négocier des accords bilatéraux et régionaux.

Depuis leur premier sommet en 2009, les chefs d'État du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine, communément appelés les pays du BRIC, ont renforcé leurs liens économiques, politiques et militaires et forment un cercle politique qui rivalise avec le G8. Grâce à leur croissance économique impressionnante, largement soutenue par les prix toujours plus élevés des matières premières, les pays du BRIC, où vit maintenant 40 % de la population mondiale, réduisent radicalement l'écart entre les

riches et les pauvres, entre les meneurs et les suiveurs. Ce ne sont plus des pays en développement, mais de véritables puissances économiques à revenus moyens. Ils s'affirment non seulement dans la sphère économique, mais encore sur la scène géopolitique.

Populations en mouvement

Le recensement mondial de 2019 a montré des taux d'émigration négatifs dans le cas des pays du BRIC. L'ascension économique de ces quatre pays a renversé les tendances traditionnelles des flux migratoires : on ne va plus du Sud vers le Nord, ni de l'Est vers l'Ouest. Les courants sont inversés. Pour les émigrants et les citoyens, les perspectives sont désormais plus porteuses dans les pays émergents que dans les pays occidentaux. Le Canada a donc enregistré une diminution spectaculaire de l'immigration et même des taux d'immigration négatifs dans le cas de la Chine et de l'Inde.

Le gouvernement canadien cherche activement de nouvelles façons d'attirer les immigrants et a atténué les critères d'admissibilité liés à la langue, aux compétences, au niveau d'instruction et aux antécédents criminels. Par contre, l'intégration de cette nouvelle catégorie d'immigrants coûte cher des points de vue social et fiscal.

Pour pallier la pénurie de main-d'œuvre qualifiée due au départ des citoyens les plus prometteurs vers des lieux plus cléments, les industries des grands centres urbains ont attiré la main-d'œuvre des régions rurales, aujourd'hui gravement menacées. Il en a résulté d'importants déséquilibres dans la répartition des ressources, et les autorités publiques ont fermé des hôpitaux et des écoles dans ces régions. La population, qui a subi les contrecoups de ces politiques, se mobilise en faisant périodiquement la grève et en érigent des barrages routiers qui paralySENT la circulation et créENT de graves tensions avec la population urbaine.

Les régions riches en ressources, notamment l'Alberta et l'Arctique, ont été de formidables pôles d'attraction des travailleurs. Le Canada est désormais une économie politique et une société s'appuyant essentiellement sur l'exploitation des ressources naturelles. Toutes les politiques publiques mises de l'avant par Ottawa sont axées sur les ressources naturelles, la principale source de richesse, de croissance et de prestige international du pays.

Nationalisme et identité dans un État fort

L'épanouissement des pays du BRIC à l'extérieur du système multilatéral a incité les citoyens à se détourner de l'internationalisme au profit du nationalisme. Les États exploitent cette tendance et se font les chantres très actifs de l'identité nationale fondée sur l'appartenance religieuse, culturelle ou linguistique. Cette montée du nationalisme dans un contexte où l'ingérence internationale est très mal tolérée a conduit à la répression sanglante de quiconque s'oppose à la consolidation de l'identité nationale. Par exemple, les Roms et les Kurdes, qui refusaient de se fondre dans les populations d'accueil, ont été exterminés.

Le gouvernement du Canada a également fait de sérieux efforts nationalistes. En 2009, il a lancé la campagne « Les Canadiens d'abord » pour alimenter un sentiment de fierté et de solidarité nationales. La campagne a été couronnée de succès, sauf au Québec, qui estime sa situation précaire. Il en est résulté une montée du sentiment et des ambitions nationalistes. Un nombre croissant de Québécois estiment maintenant que seule la souveraineté leur permettra de défendre adéquatement leurs intérêts. Un référendum aura lieu sous peu et Ottawa distribue des fonds et lance des programmes au Québec dans un effort effréné pour amadouer la population.

L'effet de la diaspora a diminué et les gens sont à la recherche d'un sentiment identitaire fondé sur des liens historiques, religieux, ethniques et linguistiques. La renaissance du sentiment identitaire a ouvert la porte à l'expression ouverte des différences ethniques et religieuses sous la forme de banques islamiques, de lois religieuses distinctes dans des États laïques et d'un renouveau de l'extrémisme politique. L'État est toutefois très actif dans toutes les sphères sociales, en particulier dans celles où l'ingérence internationale est minime. Le protectionnisme et les mesures intrusives augmentent, même dans la plupart des pays qui tiennent l'économie, l'immigration et la technologie.

Arctique canadien : péril en la demeure

La vulnérabilité de l'Arctique canadien, fortement ressentie depuis l'effondrement de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS), a poussé le Canada à resserrer ses relations de défense avec les États-Unis. Le programme Bouclier arctique du Commandement de Défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) est entré en vigueur en 2013, à la suite du refus de la Russie de reconnaître les revendications territoriales du Canada dans le cadre de la Convention, ce qui a provoqué l'effondrement de celle-ci. Ce programme assure l'intégrité territoriale de l'Arctique canadien à travers la mise en place d'un système intégré de défense terrestre, maritime, aérienne et spatiale. Le programme est évidemment largement tributaire des États-Unis, tant du point de vue financier que matériel. Le prix de ce dispositif de sécurité est lourd. Non seulement le Canada doit-il partager les ressources de l'Arctique avec son voisin américain, mais il doit aussi largement harmoniser sa politique de défense avec la sienne.

Des navires russes font régulièrement des incursions en territoire canadien et Moscou offre maintenant la citoyenneté russe aux habitants des territoires contestés, notamment aux membres des communautés autochtones qui vivent dans l'archipel de l'Arctique canadien. Le problème est délicat, car la présence dans cette région d'Autochtones, que le Canada voit comme ses citoyens, est l'une des pierres angulaires de la thèse sur la reconnaissance de la souveraineté canadienne sur l'archipel arctique. Chacun se dispute leur allégeance et le Canada livre une chaude lutte à coup d'accords de reconnaissance, de programmes sociaux et, surtout, d'indemnités.

Nouvelle guerre froide

L'affaiblissement des institutions internationales a favorisé l'essor des réseaux régionaux. La Ligue arabe, le BRIC, l'UE, l'ASEAN, l'Union africaine et le bloc constitué par les trois pays de l'Amérique du Nord sont désormais les interlocuteurs désignés sur la scène internationale. Par la force des choses, il est difficile de trouver un consensus sur la façon de régler les « problèmes mondiaux » dans un système où chaque État ne défend que ses propres intérêts.

Les dirigeants du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine ont publié, à l'issue du sommet « BRIC 2020 », une déclaration dans laquelle ils lancent un appel en faveur d'un engagement renouvelé du respect inconditionnel de la souveraineté territoriale et nationale. Cette prise de position vise de toute évidence le renforcement controversé de la présence militaire américaine en Asie centrale et dans le Caucase. Les États-Unis ont négocié des accords militaires avec plusieurs gouvernements et établi des bases militaires en Azerbaïdjan et en Géorgie pour protéger l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Tchétchénie. La présence de troupes américaines dans leur « cour arrière » irrite particulièrement la Russie et la Chine et compromet leur influence dans ces régions. Enfin, le lancement de drones au-dessus des territoires chinois et russes à partir de ces bases a exacerbé les tensions.

En 2020, la Chine est le plus grand pays donateur en Afrique, devançant même la Banque mondiale. Cet état de fait a considérablement miné l'influence de l'Occident sur le continent. La Chine achète des ressources et des matières premières et finance l'infrastructure, sans égard à l'utilisation que font les différents régimes en place de l'argent versé. C'est ainsi que le gouvernement d'el-Béchir a pu obtenir gain de cause au Darfour. Les régimes autoritaires ont bénéficié de la lutte que se livrent la Russie et la Chine pour obtenir des parts de marché au profit de la lucrative industrie de l'armement. Comme les prix sont réduits et que les ressources naturelles sont échangées contre des armes, la prolifération des armes prend une ampleur sans précédent dans les régions instables et auprès des groupes terroristes et criminels organisés.

Non seulement les armes sont de moins en moins chères, mais elles sont de plus en plus perfectionnées. Le département américain de la Défense a beaucoup investi dans la fabrication de robots à vocation militaire et ses drones patrouillent régulièrement l'espace aérien autour de ses bases militaires à l'étranger et dans l'Arctique canadien. Ces véhicules sans pilote sont utilisés tant dans les airs que sur terre et même sous l'eau. Ces progrès technologiques constituent désormais une composante essentielle d'un dispositif de surveillance efficace du territoire canadien dans l'Arctique.

Les médias mettent en garde contre une nouvelle guerre froide entre l'Occident et les pays du BRIC à la suite des récents essais nucléaires iraniens dans le désert du Kavir et compte tenu de la prolifération massive des armes dans le monde. Donc, en 2020, il est clair que le monde, ce monde explicable et légitime, a basculé.

Évaluation des risques pour la sécurité

Le scénario de « Sa Majesté des mouches » prédit une augmentation de la menace pour la défense nationale et l'intégrité territoriale issue du terrorisme et de l'utilisation d'armes de destruction massive contre le Canada, ses intérêts et ses alliés, de l'espionnage et de la subversion contre le Canada, sa capacité de protéger et de défendre ses intérêts, sa compétitivité économique et le bien-être des Canadiens.

La menace pour l'intégrité territoriale et la défense nationale augmente principalement en raison de la vulnérabilité de l'Arctique canadien et des gestes hostiles des pays limitrophes. Durant la Deuxième Guerre mondiale, l'Arctique constituait un lieu de passage stratégique pour les sous-marins. L'ouverture du passage du Nord-Ouest et, surtout, l'exploitation des ressources naturelles annoncent un nouvel engouement stratégique pour la région.

Aucun des éléments moteurs du scénario ne laisse entrevoir de changement en ce qui concerne les risques d'attaques terroristes contre le Canada, ses ressortissants et ses intérêts. Avec le resserrement des frontières et le rôle affermi de l'État, le gouvernement devrait être en mesure d'adopter des mesures antiterroristes et de contrer les projets des cellules terroristes qui planifient des attentats au Canada. Nous excluons ici les actes de terrorisme commis dans le cadre de conflits armés, qui relèveraient plutôt d'une analyse de nature militaire.

L'augmentation de la menace terroriste et l'utilisation accrue d'armes de destruction massive contre le Canada et ses intérêts ou ses alliés portent à conséquence et sont attribuables à plusieurs facteurs : i) la prolifération d'armes prend une ampleur sans précédent et plusieurs régimes autoritaires et groupes criminels en profitent; ii) l'harmonisation des politiques étrangères canadienne et américaine rend le Canada vulnérable à la menace que les ennemis des États-Unis font planer sur eux; iii) un scénario de troisième guerre mondiale prend forme à la suite des essais nucléaires iraniens et du regroupement des pays en blocs géopolitiques.

D'autre part, les secrets, et donc les informations sensibles et classifiées, revêtent davantage d'importance dans des périodes de grandes tensions géopolitiques. Donc, dans un scénario qui prédit une troisième guerre mondiale, la menace d'espionnage et de subversion augmente assurément. Selon certains scénarios, l'accueil d'immigrants que le pays n'arrive pas à « intégrer » ou qui ne veulent pas s'intégrer accroît la vulnérabilité du Canada et de ses institutions.

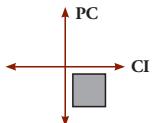
Les pays du BRIC sont les économies dominantes et privent les économies occidentales de main-d'œuvre, de clients, de parts de marché et de possibilités de financement. Ce sont ces pays qui dictent maintenant les relations économiques et financières. De surcroît, le Canada, qui possède de vastes ressources naturelles, voit son économie se

concentrer sur ces secteurs et délaisser les secteurs d'innovation et d'avenir. Les politiques en matière d'éducation, d'industrie, d'immigration et d'intégration auront un fort impact sur la main-d'œuvre ainsi que sa qualité. La compétitivité du pays dépendra en grande partie de ces politiques.

Dans certains domaines, étant donné l'évolution des éléments moteurs dans le scénario « Sa Majesté des mouches », le risque diminue. Comme les pays se replient sur eux-mêmes et encouragent un fort sentiment nationaliste, l'État joue un rôle accru et dirige le pays fermement. Dans ce contexte, la vulnérabilité du Canada et de ses institutions démocratiques face aux actes influencés par l'étranger diminue, tout comme la menace pour la paix, l'ordre public et la bonne gouvernance.

Scénario 3 : la révolte du canada

Axes



Faible participation au sein des institutions canadiennes et faible confiance en celles-ci (« **PC** »).

Forte capacité d'innovation (notamment technologique et économique) (« **CI** »).

Contexte

Dans le scénario « La révolte du Canada », la participation de la société au sein des institutions canadiennes est faible et la capacité d'innover est forte, ce qui a mené à l'émergence de l'individualisme radical et à l'abandon par l'État de ses responsabilités sociales et économiques. Le Canada de 2020 ressemble à la société décrite par Ayn Rand dans son roman *La révolte!* La société est de plus en plus individualiste et repose sur des valeurs libertaires. Chacun n'est responsable que de lui-même et ne se soucie pas de ses concitoyens.

Scénario

En 2020, le Canada est un pays prospère. Grâce aux politiques d'ajustements structurels qu'il a adoptées à la suite de la récession de 2009, causée par la contraction du crédit bancaire, le pays a réussi à maintenir une croissance de 4 % du produit intérieur brut.

Les programmes de redressement économique parrainés par le gouvernement fédéral ont eu beaucoup de succès, mais à un coût relativement élevé. Soucieux de stimuler la croissance économique, l'État a cédé une partie de son pouvoir de contrôle exclusif sur un certain nombre de secteurs importants de la vie sociale et économique du pays. La mondialisation de l'économie est plus ou moins complète et généralisée.

L'innovation technologique n'est plus un nouveau secteur économique; c'est maintenant la technologie qui définit l'économie. Le Canada de 2020 est dominé par la technologie; il s'agit d'une révolution des « accros ». Les produits et les services axés sur la technologie constituent le moteur de l'économie. Ils sont omniprésents et inévitables. En fait, les seuls secteurs de l'économie canadienne qui influent directement sur la vie des Canadiens sont ceux qui sont entièrement basés sur la technologie de l'information : système bancaire, communications, loisirs, applications et systèmes de consultation et de gestion de l'information, édition multimédia, applications des systèmes de sécurité de l'information, etc. Dès lors, l'économie canadienne n'est plus fortement dépendante du prix des matières

premières comme le pétrole, le bois d'œuvre et le secteur minier sur les marchés internationaux. L'émergence de « l'ensemble des technologies de la société » a provoqué une baisse considérable et irréversible de l'importance et de la prédominance économique des ressources naturelles comme secteur économique clé. La situation comporte un certain nombre d'avantages. Il est plus facile de mettre en œuvre de nouvelles approches à long terme, par exemple au chapitre des changements climatiques. Le Canada est devenu un leader dans le domaine des technologies vertes et le « marché vert » est tenu par un cartel inspiré de l'OPEP. La réorientation de l'économie canadienne s'est traduite par la vente des ressources primaires (pétrole, secteur des mines, bois d'œuvre) à des particuliers locaux, qui continuent de les exploiter même si ces secteurs ne dominent plus l'ensemble de l'économie.

Dans le cadre de cette révolution technologique et économique, l'instruction devient indispensable pour tous ceux qui veulent survivre et progresser. Le gouvernement fédéral reconnaît maintenant que les jeunes étrangers sont beaucoup plus instruits que les jeunes Canadiens et commence à accroître le flux d'immigration pour pallier le problème. De plus, l'éducation, qui relevait autrefois exclusivement des gouvernements provinciaux, repose de plus en plus sur le secteur privé qui se voit accorder le même statut juridique et socioéconomique. Le phénomène s'explique aisément par le degré de corrélation élevé entre l'offre des établissements d'enseignement et le haut niveau de la main-d'œuvre spécialisée dans les technologies de l'information, qui dominent désormais l'économie canadienne. L'Université de Toronto fournit un exemple de cette dynamique. Elle a abandonné les programmes en sciences sociales et n'offre que des programmes de commerce et d'informatique. L'établissement ne réussit pas à répondre à la demande et les listes d'attente sont longues, même si les frais de scolarité augmentent de 15 % par année.

La décentralisation de nombreux services autrefois assurés par le gouvernement, par exemple les soins de santé et les services sociaux, est en cours d'un bout à l'autre du pays. Nombre de ces services sont pris en charge par l'industrie de la technologie, qui relève principalement du secteur privé. Ainsi les opérations chirurgicales sont effectuées à distance grâce à des caméras à haute résolution et au matériel de télédétection, à la pharmacologie, à la radiologie, à la biologie et aux thérapies géniques. Ces progrès technologiques, particulièrement dans le domaine de la santé, sont tellement importants qu'ils remplacent les moyens démodés, dont l'hospitalisation, et rendent rapidement désuets les manuels de soins médicaux. Les Canadiens ont désormais négocié la phase de l'adaptation à ces nouveautés technologiques. Ils ont maintenant de nombreuses attentes face à ces technologies de pointe. En revanche, ils sont très cyniques envers le gouvernement et voient l'État comme un ensemble d'institutions qui ne jouent pas un rôle important dans l'économie, encore moins dans leur vie privée et quotidienne, et qui ne se soucie pas des enjeux locaux. Bref, ils ne s'attendent plus à ce que le gouvernement fédéral les aide à se créer une identité nationale, et ils ne veulent d'ailleurs plus de cette aide.

Le recrutement et le maintien en poste des fonctionnaires fédéraux constituent un défi de taille pour le gouvernement, même s'il faut beaucoup moins de personnel pour administrer la fonction publique (étant donné la réduction du rôle de l'État dans la société). Il s'exerce un « niveling vers le bas », phénomène qui vise la fonction publique et accélère la perte d'importance du gouvernement fédéral aux yeux de la population. À titre d'exemple, un groupe de jeunes universitaires peu structuré à l'échelle nationale a mis sur pied une organisation virtuelle, le Front de résistance Ayn-Rand, qui a orchestré une « cyberattaque » qui a complètement paralysé le système de communication du gouvernement fédéral. Le groupe voulait protester contre la volonté de ce dernier de consolider la réglementation économique. Il a paralysé le réseau gouvernemental jusqu'à ce que les autorités s'engagent à retirer leurs projets de réglementation.

Depuis quelques années, l'immigration est encouragée, à la fois pour des motifs d'ordre stratégique et concurrentiel. Ottawa, de plus en plus disposé à encourager activement les résidents permanents à poursuivre des études postsecondaires, a mobilisé son capital politique pour imposer une reconnaissance universelle des diplômes étrangers et supprimer les anciens droits d'exclusivité de la plupart des associations professionnelles et des organismes d'agrément. Cette démarche vise en partie à contrer la concurrence immédiate et accrue des autres pays qui cherchent à attirer le même groupe d'immigrants hautement qualifiés.

Le taux de chômage n'a jamais été aussi bas dans toute l'histoire du Canada et n'a cessé de baisser, après avoir atteint des sommets en 2011 à la suite de la récession mondiale. Cette baisse du taux de chômage n'a pas cependant été spontanée. Elle résulte plutôt de l'assouplissement des obstacles à la libéralisation de la main-d'œuvre en réponse aux besoins du marché du travail. Le gouvernement du Canada, bientôt imité par tous les gouvernements provinciaux et territoriaux, décide qu'il est plus important de permettre la mise en place de programmes de soutien sociaux et de protection salariale et de divers autres programmes d'intervention sur le marché que d'administrer des déficits budgétaires de plus en plus importants dans un contexte où l'économie ne semble pas réagir au non-interventionnisme de l'État.

Bien que le nombre de nouveaux immigrants augmente d'année en année – plus de 400 000 par an – , il existe d'importantes disparités socioéconomiques entre les communautés d'immigrants. L'économie se porte bien et le taux de croissance est de loin supérieur à celui de l'Europe de l'Ouest, mais la stratégie de recherche d'immigrants hautement qualifiés a des conséquences inattendues sur la cohésion sociale. Les disparités entre le monde urbain et le monde rural sont de plus en plus criantes et la rivalité qui opposait autrefois les provinces se traduit aujourd'hui par une concurrence entre grands. Les nouveaux immigrants continuent de s'installer en majorité dans les grandes agglomérations. Plus de 70 % des Torontois et plus de 65 % des Vancouvérois sont nés à l'étranger. Les Canadiens de descendance européenne, dont beaucoup sont moins instruits que les immigrants, sont de plus en plus marginalisés. En outre, comme les

immigrants hautement qualifiés ont la préférence, un nombre croissant d'immigrants « sans statut » se voient refuser la résidence permanente parce qu'ils sont moins instruits. Ils sont, par contre, généralement autorisés à rester au Canada pendant dix ans et obtiennent un permis de travail qui leur permet de se trouver un emploi dans les secteurs primaires, toujours nécessaires, même dans une société de haute technologie. Cette situation contribue à diviser les communautés d'immigrants. Tandis que de plus en plus d'immigrants qualifiés viennent de pays tels que l'Inde et la Chine, la main-d'œuvre peu qualifiée (qui peut vivre au Canada pendant des années sans jamais obtenir la citoyenneté canadienne) provient principalement d'Amérique latine, des Philippines et d'Afrique. Il s'agit d'un phénomène nouveau pour le Canada, où de telles divisions culturelles n'ont jamais existé auparavant. Les nombreux Autochtones et les quelques « sans statut » s'installent de moins en moins dans les villes, où le niveau d'instruction atteint des sommets inégalés et permet donc aux résidents permanents, notamment dans les trois grandes métropoles, soit Toronto, Vancouver et Montréal, d'obtenir des salaires élevés.

La décision de l'État canadien de ne pas intervenir dans l'économie a favorisé l'émergence de valeurs individualistes fortes qui caractérisent maintenant la culture politique canadienne et les relations sociales. C'est précisément grâce à ce contexte sociopolitique que la technologie domine l'économie et que le Canada est devenu le chef de file *de facto* des États qui sont des « puissances économiques moyennes ». Ce non-interventionnisme de l'État s'accompagne d'un affaiblissement de son rôle d'arbitre légitime de la plupart des problèmes auxquels font face les Canadiens. Le gouvernement fédéral, autrefois défenseur des droits de l'homme, du multiculturalisme, des droits des minorités et de la primauté du droit, est désormais considéré comme une espèce de caricature par ceux qui idéalisent le passé. On fait à l'occasion des déclarations qui donnent à penser qu'il a conservé toute son influence. Nouvelle norme culturelle au Canada, l'individualisme radical, exacerbé par un très fort sentiment d'appartenance à la communauté culturelle et au pays d'origine, fait que le gouvernement fédéral est de moins en moins en mesure d'intervenir dans les conflits intercommunautaires et l'ensemble des domaines sociaux et économiques, ce qu'il ne souhaite pas faire de toute façon. Cette dynamique atteint également des élan extrêmes : des incidents de violence politique entre les Canadiens d'origine indienne et pakistanaise causent des dizaines de morts chaque année. Il y a des émeutes et des assassinats ciblés, peu fréquents. Des tendances semblables sont également observées entre les Cinghalais et les Tamouls dans les quartiers de Toronto.

En 2020, dans un contexte où le Canada est très actif dans le secteur des technologies et fait preuve d'une grande capacité d'innovation économique, mais où l'État est de plus en plus passif et marginalisé, le discours politique national a évolué. La politique est de plus en plus locale plutôt que nationale. Les Canadiens et s'intéressent davantage à leur environnement immédiat, ce qui nuit à la vie familiale, aux relations avec les amis et les professionnels ainsi qu'aux relations d'affaires, aux projets ou aux idéologies nationalistes. Le taux de participation national aux élections diminue à vue d'œil. Il est inférieur à 50 % depuis

2015. Les applications de réseautage social constituent la méthode privilégiée de faire de la politique. Dans certaines circonscriptions fédérales, l'unique candidat est élu sans opposition, tandis que des centaines de candidats se présentent au poste de maire à Toronto et à Vancouver. La politique locale est ainsi devenue le principal lieu de débat politique.

Les « intérêts nationaux » sont mal définis et le gouvernement fédéral estime qu'il ne dispose plus du pourvoir et du soutien nécessaires pour s'opposer aux propositions des organisations internationales qui commencent à pallier l'absence de leadership des dirigeants politiques canadiens. Le Canada est également jugé moins fiable par ses alliés traditionnels (États-Unis, Royaume-Uni, Australie, Nouvelle-Zélande et les pays de l'OTAN) et il est de plus en plus le théâtre de nombreuses activités étrangères. Le gouvernement a tout d'abord hésité avant d'associer des exigences de sécurité à l'augmentation des niveaux d'immigration de peur qu'une telle mesure ne nuise à ses objectifs de croissance économique. En outre, en matière de politique étrangère (et de politique sur la sécurité nationale), il commence à s'éloigner de sa position traditionnelle vis-à-vis les intérêts des pays qui sont devenus les plus importantes sources de nouveaux immigrants. Lorsque la fonction publique ne réussit pas à embaucher et à retenir les meilleurs candidats et que les Forces canadiennes ne parviennent plus à recruter des soldats de l'armée régulière ou de la réserve, la capacité du Canada de projeter sa puissance et de contribuer à l'OTAN et aux missions de l'ONU est gravement amoindrie. De plus, certains mettent en doute la capacité de l'armée canadienne de dissuader les puissances étrangères de violer les eaux territoriales du Canada, sur les côtes Ouest et Est et dans l'Arctique, étant donné ses ressources limitées.

La perte d'importance de l'identité nationale jumelée à la faiblesse croissante du gouvernement canadien a entraîné un certain nombre de remises en question de la sécurité nationale. Les nouveaux résidents permanents, qui éprouvent un attachement moins marqué pour les institutions gouvernementales canadiennes, continuent de s'intéresser activement aux questions politiques qui touchent plus directement leur pays d'origine. Les tensions politiques et les crises endémiques qui ont été la source de nombreux conflits s'insinuent de plus en plus dans la politique locale des grands centres urbains. Tout indique que les envois de fonds vers les pays d'origine des immigrants augmentent et des indicateurs prouvent qu'une proportion croissante de ces fonds est destinée à soutenir des mouvements politiques, dont certaines organisations terroristes. En 2017, le gouvernement du Canada a radié de sa liste de groupes interdits la plupart des organisations terroristes des pays d'émigration.

La protection de l'information et des réseaux de communication canadiens pose également un défi de taille. Les entreprises privées ont certes conçu des mesures de sécurité impressionnantes, mais le statut de chef de file technologique du Canada en fait une cible de choix de l'espionnage économique chinois, indien et russe. Le gouvernement fédéral traite lui-même de plus en plus avec les entreprises du secteur privé qui

conçoivent des mesures de sécurité pour les systèmes d'information, pour se protéger contre les cyberattaques menées à la fois par les jeunes Canadiens hautement qualifiés qui voient le gouvernement comme une cible et les services de renseignements étrangers qui croient dans leur intérêt d'affaiblir le gouvernement canadien.

En 2020, le Canada ne joue plus son rôle traditionnel. Les Canadiens eux-mêmes contribuent à cette indifférence envers la nation, le système de gouvernement et les cultures traditionnelles, de plus en plus marginalisées et étrangères à une société très individualiste et très autonome où la population et l'économie sont « forts et libres », contrairement au gouvernement fédéral.

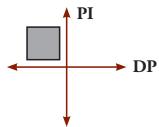
Évaluation des risques pour la sécurité

Dans le scénario « La révolte du Canada », trois types de menaces pourraient s'aggraver : les activités influencées par l'étranger, l'espionnage, (en particulier l'espionnage économique et industriel), la subversion et d'autres menaces pour l'ordre public en général. Ces menaces peuvent découler notamment des flux d'immigration élevés, combinés à la quasi incapacité du gouvernement de faciliter l'intégration des étrangers et de promouvoir la responsabilité civique et la loyauté envers le pays.

Le scénario permet aussi de conclure que la compétitivité économique du Canada pourrait s'améliorer, étant donné le haut niveau d'innovation et de scolarité de sa population et la croissance économique généralisée. Le risque associé aux menaces pour la défense nationale et l'intégrité territoriale du Canada resterait sensiblement le même et la menace de prolifération demeurera stable. La menace liée au terrorisme est moins nette. Le scénario démontre que la définition du terrorisme change et que des modifications à la politique sur la sécurité nationale pourraient influer sur la façon dont le gouvernement en place pourrait percevoir ou expliquer la menace terroriste ou le financement du terrorisme.

Scénario 4 : le meilleur des mondes

Axes



Forte participation au sein des institutions internationales et confiance élevée en celles-ci (« **PI** »).

Faible disparité entre les différents groupes d'affinité et les différentes communautés (« **DP** »).

Contexte

En 2020, le Canada est au bord du précipice du « Meilleur des mondes », selon la formule d'Aldous Huxley. La pression des agents internationaux transforme sans cesse la souveraineté, l'économie et la société. Dans ce « Meilleur des mondes », la disparité des pouvoirs a diminué, tandis que l'influence du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine au sein des institutions internationales telles l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation des Nations Unies (ONU) s'est accrue.

Scénario

À la suite d'une évolution des régimes, les agents et les réseaux transnationaux non étatiques exercent de plus en plus d'influence sur le monde. À un point tel que les agents non gouvernementaux s'efforcent, en menant une lutte acharnée, d'être admis au sein de l'Assemblée générale de l'ONU. L'année 2016 a marqué un tournant : le Comité international de la Croix-Rouge a obtenu un siège à l'Assemblée générale de l'ONU. Convaincues que l'Assemblée générale accordera bientôt plus de sièges aux agents non gouvernementaux, les organisations de la diaspora telles le Groupe national chinois et l'Organisation du Dar al-Islam exercent beaucoup de pressions pour qu'elles soient reconnues par l'ONU.

L'admission de tels agents pose un problème croissant aux États multiculturels comme le Canada, car il est impossible de prédire quelle influence les organisations de la diaspora exercent sur les électeurs ou dans quelle mesure leur gouvernance pourrait empiéter sur les sphères de souveraineté traditionnelles de l'État.

Les transformations survenues au Canada entre 2009 et 2020 se sont articulées autour de quatre grands thèmes : la sécurité alimentaire et l'immigration, les tensions raciales, l'apparition d'une police d'État et la perte de la souveraineté sur les ressources naturelles.

Sécurité alimentaire et immigration

La pénurie de nourriture qui a frappé le monde de 2010 à 2012 a constitué le premier d'une série de facteurs de transformation du Canada, dont la sécheresse inhabituelle des étés, la pollution et l'étalement urbain. Les grands producteurs de grains tels la Chine, l'Inde et l'Égypte ont enregistré un déclin tragique de leur production. Pour répondre en premier lieu à la demande intérieure et, en second lieu, à la demande internationale, plusieurs pays ont adopté des politiques agricoles protectionnistes.

En 2012, la crise alimentaire mondiale a donné naissance à la « Coalition de la faim », un puissant réseau de pays en développement composé notamment de l'Irak, du Pakistan et de la Somalie. Le groupe a lancé un appel aux pays riches producteurs de grains pour qu'ils fournissent de l'aide et accueillent un nombre plus élevé d'immigrants. La « Coalition de la faim » bénéficie en outre du soutien de l'Inde et de la Chine, ce qui lui permet d'exercer des pressions sur le Canada pour qu'il accepte plus de 400 000 immigrants de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie centrale. En dépit de ses propres problèmes économiques dus à la récession économique prolongée, le Canada a été forcé de céder aux pressions internationales.

Émeutes raciales

L'afflux massif d'immigrants originaires du Pakistan, de l'Inde, de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie centrale a été très mal accueilli par les Canadiens. Déjà durement frappés par la récession économique prolongée, ils ont commencé à exprimer leur hostilité envers les immigrants et à manifester leur mécontentement. Leurs sentiments envers les nouveaux arrivants ont trouvé un écho au sein des communautés ethniques. Des minorités visibles ne cachent pas leur mécontentement et se sentent flouées par les fausses promesses du multiculturalisme et la prétendue tolérance des Canadiens. Elles rejettent leur identité canadienne en faveur d'un autre patrimoine culturel et encouragent les nouveaux immigrants à se fondre dans les divers groupes ethniques du Grand Toronto, du Grand Vancouver et du Grand Montréal.

Depuis l'avènement des réseaux de communication planétaires, le Canada est informé des tensions ethno-culturelles qui existent ailleurs dans le monde. Lorsque le Pakistan s'est effondré en 2016 et que les États-Unis, plongés dans une crise économique, n'ont pu intervenir, l'Inde a élaboré un plan de sauvetage économique du Pakistan dans le dessein d'imposer son autorité sur le pays et l'ensemble de la région. Le plan a favorisé une plus grande intégration des économies indienne et pakistanaise et la nomination de politiciens pro-indiens à des postes de hauts fonctionnaires dans l'administration publique pakistanaise. Au Canada, plusieurs ressortissants pakistanais opposés au plan de sauvetage ont fait preuve d'agressivité envers les Indiens. Le sentiment fondamentaliste s'est enflammé, ouvrant la voie aux organisations terroristes et au recrutement de nouveaux membres.

Les événements au Pakistan ont eu des conséquences immédiates au Canada. D'importantes émeutes ont éclaté dans le « Petit Toronto », ces quartiers ethno-culturels de Toronto où les communautés indienne et pakistanaise vivent à proximité l'une de l'autre. En 2020, les 20 000 jeunes chômeurs pakistanais de la région risquent fort de devenir membres de bandes de rue et même d'être associés à des organisations terroristes.

La Gendarmerie royale du Canada

En 2017, les tensions interculturelles et le taux de chômage élevé ont forcé le gouvernement du Canada à lancer une vaste campagne de recrutement pour accroître l'effectif des forces policières. La « Force d'initiative à l'expansion » de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a non seulement permis d'accroître l'effectif de ce corps policier, mais encore est devenue une importante source d'emplois fédérale dans l'Est du pays et les provinces de l'Atlantique. En 2020, le ministère de la Sécurité publique emploie 25 000 Canadiens et est le deuxième ministère fédéral en importance. L'augmentation de l'effectif de la GRC avait pour but de rassurer les investisseurs étrangers sur la fiabilité et la sécurité des investissements au Canada. L'augmentation des dépenses due au recrutement, à la formation et au financement de la force de police a obligé le gouvernement fédéral à réduire plusieurs programmes publics, notamment la prestation de services sociaux.

Souveraineté des ressources naturelles

Pour faire échec à la récession économique prolongée, le gouvernement du Canada a adopté une série de mesures pour encourager l'investissement étranger. Il s'est efforcé de conserver la gestion de ses ressources naturelles dans l'intérêt de la sécurité nationale, mais les effets de la récession et le repli des prix du pétrole l'ont toutefois contraint à céder une bonne partie des droits d'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta et des réserves de gaz naturel à la Société nationale chinoise du pétrole. En 2020, le Canada administre toujours ses réserves d'eau potable, mais une compagnie brésilienne a récemment obtenu des droits d'embouteillage de l'eau du delta du fleuve Mackenzie.

En 2020, la présence de la Chine au sein du G9 a érodé le pouvoir et l'influence du Canada qui ne fait encore partie de ce groupe d'élite parce qu'il épouse les intérêts de la Chine dans l'exploitation des ressources naturelles en Alberta et dans le Nord du pays. Soulignons aussi que les intérêts de la Russie, de la Chine et des États-Unis coïncident très peu avec ceux du Canada, de la France et du Japon qui militent en faveur d'une écoindustrie durable.

Réseaux internationaux non officiels

Les réseaux internationaux et transnationaux non officiels dominent la vie des Canadiens. La diversité de sa population assure un avantage au Canada, car il a possibilité de participer à des activités très novatrices grâce à des recherches fertiles et au réseautage transnational. Cet avantage dans le domaine de l'innovation et de la recherche n'est toutefois pas perçu

comme une contribution nationale ou canadienne à la science, aux arts et à la technologie, mais plutôt comme un apport collectif de membres d'une société planétaire. La collaboration internationale permet en outre aux chercheurs de contourner des mesures archaïques et les lois qui interdisent tout progrès dans des champs de recherche particuliers. Citons entre autres le cas de Montréal qui a accueilli en 2015 le Centre international de recherche sur les cellules embryonnaires, grâce aux mesures plus libérales et moins contraignantes adoptées par le Canada et au cosmopolitisme de la ville, devenue depuis l'épicentre de plusieurs réseaux non officiels.

Pendant la transition, les réseaux illégaux se sont multipliés et sont devenus très puissants. Pour reprendre l'initiative de la lutte contre les activités illicites, INTERPOL fait appel aux membres de l'élite internationale, qui comprend plusieurs entreprises de sécurité privées. À l'évidence, en 2020, la mondialisation accrue exige une intervention et une solution adéquates à l'activité criminelle. Voilà pourquoi les forces de sécurité sont graduellement intégrées à INTERPOL. Le Canada a déjà tiré profit de l'intégration de ses forces de sécurité à INTERPOL. Il a en effet démantelé des cellules de blanchiment d'argent des « Militants pour la liberté du Pakistan » dans le « Petit Toronto ».

En 2020, le Canada profite et souffre tout à la fois de la mondialisation, dans laquelle il subsiste très peu de disparité des pouvoirs. D'un côté, des réseaux très bien organisés lui ont permis de tirer partie de sa population multiculturelle. Les Canadiens ont ainsi pu intégrer les réseaux névralgiques du commerce, de la recherche et du développement. Par contre, le rôle de l'État canadien est à ce point réduit que le gouvernement est perçu, tout au plus, comme un « pourvoyeur » de sécurité. Il n'est plus maître de ses ressources naturelles les plus stratégiques. Grâce à la mondialisation, les Canadiens ont accès à une multitude de réseaux et peuvent se définir en fonction de leur ethnicité, de leur religion et de leurs intérêts. Il est cependant difficile de savoir comment ces identités mondialisées continueront de transformer « l'identité canadienne ». Le Canada est au bord du précipice du « Meilleur des mondes ». S'il veut survivre comme État, il devra apprendre à se gouverner comme nation.

Évaluation des risques pour la sécurité

À notre avis, la politique et les enjeux identitaires joueront un rôle de premier plan dans l'évolution politique du Canada et la formulation de ses intérêts dans le cadre de sa politique étrangère. Compte tenu de l'évolution des menaces pour la sécurité, la politique identitaire jouera un rôle dynamique et extrêmement variable. En 2020, le rôle de l'État sera transformé à un point tel qu'il faudra réévaluer son influence dans les domaines traditionnellement considérés comme relevant du domaine public, comme l'immigration, la cohésion sociale, le développement économique régional et national et l'éducation, de même que son rôle dans l'orientation et l'organisation de l'économie nationale. Cette remise en question du pouvoir de l'État aura une incidence sur les contextes social et économique

et sur les enjeux identitaires. Dans les instances où l'État n'est pas un acteur important et n'influe pas sur la politique internationale, il doit rétablir son importance à promouvoir l'éducation civile ou à diriger l'identité canadienne. Dans les instances où l'État joue un rôle très actif, il faudra considérer l'importance de promouvoir une identité individuelle en lien direct avec la cohésion avec l'État. De manière générale, l'État doit être plus conscient du rôle qu'il doit ou peut jouer dans un monde qui peut changer pour le meilleur ou pour le pire.

Évaluation globale des risques pour la sécurité

Dans le cas de l'espionnage et de l'ingérence étrangère, les activités clandestines de gouvernements étrangers, notamment l'espionnage militaire et économique, pourraient faire peser un risque accru sur la sécurité nationale du Canada. Selon les scénarios, le risque varie en fonction des intérêts géopolitiques du pays, le rôle de l'État et sa participation ou non au sein des organisations multilatérales. Ces dernières constituent d'excellentes tribunes de négociation et de résolution de conflits et le retrait de celles-ci signifierait, selon ces scénarios, que l'État vise des objectifs plus individualistes et plus intéressés. Il s'agit donc d'un retour en force de la *realpolitik*. Cette menace mettra durement à l'épreuve les institutions canadiennes ainsi que la cohésion sociale tant au niveau national qu'international.

Pour ce qui est de la menace terroriste, définie comme « le recours à la violence contre des personnes ou des biens, pour des raisons politiques, religieuses ou idéologiques »¹, l'analyse révèle que sa nature et sa gravité varient selon l'évolution des éléments moteurs que nous avons utilisés pour les besoins de l'analyse. Certains scénarios prédisent une menace terroriste accrue dans le cas où un gouvernement adopterait une politique étrangère alignée sur celle des États-Unis et où il n'arriverait pas à intéresser la population au processus politique et à l'intégrer dans l'économie. Le désintéressement de la population diminue la crédibilité et l'efficacité du gouvernement et favorise la création de liens avec d'autres groupes qualifiés d'anticonformistes, d'hostiles ou même d'antigouvernementaux. Il est donc possible que des organisations terroristes liées à des réseaux internationaux prennent racine au Canada et que le pays devienne le foyer d'un terrorisme d'origine intérieure comme c'est le cas en Europe de l'Ouest. L'État aurait donc tout intérêt à chercher davantage à intégrer les populations et les immigrants susceptibles de souffrir dans les périodes de difficultés économiques.

Les deux scénarios sur la politique étrangère du Canada font état d'une augmentation du risque en ce qui a trait à la défense nationale et à l'intégrité territoriale du pays. L'incapacité de défendre l'Arctique et l'alignement de la politique étrangère canadienne sur celle des États-Unis pour pallier cette défaillance ont des effets importants sur le positionnement géopolitique du Canada. La participation du Canada et des autres États aux institutions internationales et le respect des conventions internationales influent également beaucoup sur la gravité de la menace pour l'intégrité territoriale. Le principe westphalien de l'inviolabilité de la souveraineté des États est remis en question à l'échelle de la planète. La politique gouvernementale sur l'Arctique soulève aussi la délicate question des relations entre l'État et les communautés autochtones. Ces communautés, qui ont la citoyenneté canadienne, constituent un des piliers de la souveraineté canadienne sur l'archipel de l'Arctique canadien.

1

Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS)

Les scénarios révèlent également une augmentation de la menace liée à la criminalité, notamment aux activités criminelles transnationales. Cette augmentation résulte en partie des politiques de l'État sur l'économie, le renseignement et la sécurité et influe à son tour sur ces politiques. L'incapacité des gouvernements à limiter les effets de la crise économique de 2008 a eu plusieurs conséquences. Les gens ont choisi et fait prospérer une économie parallèle, les réseaux publics ont supplanté l'État dans la prestation de services et le crime organisé a étendu ses tentacules dans de nouveaux secteurs d'activité. Non seulement les revenus fiscaux de l'État et, par voie de conséquence, sa capacité d'assurer le bien public, enregistrent-ils un important recul, mais encore sa crédibilité et sa légitimité s'effritent. Seul le scénario « La révolte du Canada » brosse un tableau positif de la situation économique du Canada. Il décrit un gouvernement qui a su assurer le développement économique du pays en le lançant sur la piste de l'innovation et en misant sur sa capacité d'innover.

Cadre analytique des menaces pour la sécurité

Sommaire des quatre scénarios

Menace	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3	Scénario 4
	L'Étranger	Sa Majesté des mouches	La révolte du Canada	Le Meilleur des mondes
1. Défense nationale du Canada et intégrité territoriale	Pas de changement	Augmentation	Pas de changement	Pas de changement / augmentation possible
2. Activités influencées par l'étranger qui sont préjudiciables aux intérêts des Canadiens et minent la légitimité des institutions démocratiques du Canada	Augmentation	Diminution	Augmentation	Augmentation
3. Activités terroristes visant le Canada, ses ressortissants ou ses intérêts	Pas de changement	Augmentation	Pas de changement / augmentation possible	Pas de changement
4. Prolifération des armes de destruction massive et utilisation de celles-ci contre le Canada, ses ressortissants, ses intérêts ou ses alliés	Pas de changement	Augmentation	Pas de changement	Diminution
5. Espionnage et subversion au Canada et capacité de protéger ses intérêts	Pas de changement	Augmentation	Augmentation	Pas de changement
6. Compétitivité économique du Canada et menaces pour le bien-être des Canadiens	Augmentation	Augmentation	Légère diminution	Augmentation
7. Autres menaces pour la paix, l'ordre et la bonne gouvernance du Canada, y compris la gestion de la violence et des troubles civils (que le gouvernement peut raisonnablement s'attendre à pouvoir atténuer)	Augmentation	Diminution	Augmentation	Augmentation

Conclusion

En 2020, le Canada bénéficie et souffre tout à la fois de la mondialisation dans laquelle il subsiste très peu de disparité des pouvoirs. D'un côté, des réseaux très bien organisés lui ont permis de tirer partie de sa population multiculturelle. Les Canadiens ont ainsi pu intégrer les réseaux névralgiques du commerce, de la recherche et du développement. Par contre, le rôle de l'État canadien est à ce point réduit que le gouvernement est perçu, tout au plus, comme un « pourvoyeur » de sécurité. Il n'est plus maître de ses ressources naturelles les plus stratégiques. Grâce à la mondialisation, les Canadiens ont accès à une multitude de réseaux et peuvent se définir en fonction de leur ethnicité, de leur religion et de leurs intérêts. Il est cependant difficile de savoir comment ces identités mondialisées continueront de transformer « l'identité canadienne ». Le Canada est au bord du précipice du « Meilleur des mondes ». S'il veut survivre comme état, il devra apprendre à se gouverner comme nation.

À notre avis, la politique et les enjeux identitaires joueront un rôle de premier plan dans l'évolution politique du Canada et la formulation de ses intérêts dans le cadre de sa politique étrangère. Compte tenu de l'évolution des menaces pour la sécurité, la politique identitaire jouera un rôle dynamique et extrêmement variable. En 2020, le rôle de l'État sera transformé à un point tel qu'il faudra réévaluer son influence dans les domaines traditionnellement considérés comme relevant du domaine public, comme l'immigration, la cohésion sociale, le développement économique régional et national et l'éducation, de même que son rôle dans l'orientation et l'organisation de l'économie nationale. Cette remise en question du pouvoir de l'État aura une incidence sur les contextes social et économique et sur les enjeux identitaires. Dans les instances où l'État n'est pas un acteur important et n'influe pas sur la politique internationale, il doit rétablir son importance à promouvoir l'éducation civile ou à diriger l'identité canadienne. Dans les instances où l'État joue un rôle très actif, il faudra considérer l'importance de promouvoir une identité individuelle en lien direct avec la cohésion avec l'État. De manière générale, l'État doit être plus conscient du rôle qu'il doit ou peut jouer dans un monde qui peut changer pour le meilleur ou pour le pire.

De manière générale, l'État doit être plus conscient du rôle qu'il doit ou qu'il peut jouer dans un monde qui peut changer pour le meilleur ou pour le pire.